

La signification de Locarno pour l'URSS

Christian Rakovsky

Extrait de l'édition russe de : C. Rakovsky, Liga natsii i SSSR [La Société des nations et l'URSS], pp. 45, 47-54. Publié en anglais dans : Eudin, Xenia Joukoff, and Harold Henry Fisher, (eds.) Soviet Russia and the West, 1920-1927 : A Documentary Survey, Stanford University Press, 1957, pp. 317-320. Traduction et notes MIA.

Pourquoi notre classe ouvrière, guidée par son instinct, a-t-elle adopté dès le départ une attitude négative à l'égard des accords de Locarno¹, alors même que ces accords ont été camouflés par une phraséologie pacifiste ? Parce que tout le monde en a tiré une conclusion très simple et évidente : Si les États capitalistes s'unissent, s'ils essaient d'aplanir leurs conflits, cela augmente alors leur force. Et comme nous savons qu'ils réprouvent notre gouvernement soviétique, notre économie socialiste, notre monopole du commerce extérieur, nos industries nationalisées, et notre nationalisation de la terre, nous en concluons naturellement que si l'un de ces États – la Grande-Bretagne, par exemple – trouve finalement nécessaire de marcher contre nous, il essaiera fatalement d'utiliser cette force nouvellement acquise.

Quel est le but des groupements, des duos et des quatuors qui sont si nombreux maintenant ? [...] Chaque État qui a contracté certaines obligations et a fait certains sacrifices, réels ou fictifs, essaiera, bien entendu, d'utiliser ces groupements à son avantage contre nous. C'est là une simple logique, bien qu'elle diffère naturellement de cette logique formelle avec laquelle ils [les capitalistes] essaient de nous duper lorsqu'ils nous disent que ces accords ne sont pas dirigés contre nous.

[Rakovsky fait ensuite référence aux avertissements adressés à la Russie de ne pas déclencher une guerre préventive] [...]

Nous n'avons pas l'intention de recourir à une guerre préventive pour deux raisons très simples : la faiblesse de notre technologie et notre situation géographique. En effet, notre géographie, nos ressources et notre technologie rendent par contre l'Union soviétique invincible dans une guerre défensive [...].

Il y a aussi d'autres raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas mener une guerre préventive. Notre meilleur allié – et à cet égard nous pouvons dire que nous sommes le pays le moins isolé de tous – est la sympathie et la solidarité des masses laborieuses de tous les pays. Mais nous ne pouvons compter sur cette solidarité et sur cette sympathie que si nous poursuivons une politique défensive pacifique, une politique qui ne comporte même pas l'ombre d'une tentative de conquête ou de mainmise sur de nouveaux territoires. [...] Ainsi tombe en pièces la suspicion que nous désirons mener une guerre préventive.

¹ À l'automne 1925, les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Belgique se sont réunis pour une conférence dans la ville suisse de Locarno et ont conclu, le 16 octobre 1925, le « Pacte de garantie ». Cinq traités sont en réalité signés par lesquels l'impérialisme visait ainsi à consacrer le statu quo issu du Traité de Paix de Versailles de 1919, tout en isolant l'URSS en la détachant d'une Allemagne jugée trop proche d'elle depuis le Traité de Rapallo (1922). Pour l'URSS, Locarno incarnait ainsi le spectre d'une nouvelle coalition impérialiste anti-soviétique.

Mais il y a un grain de vérité dans ce qu'on nous dit. Lorsque le soi-disant équilibre des forces est atteint, alors le pays le plus fort peut être tenté de parvenir à ses fins par la menace, l'intimidation et l'ultimatum. [...]

Malgré leur caractère limité, les accords de Locarno ont créé un nouvel équilibre des forces en Europe. C'est là que se trouve la menace pour la paix, et pour nous directement. Cette menace provient du fait que les accords de Locarno, comme la Société des Nations², se rattachent en partie par des racines solides aux intérêts des États impérialistes, tandis qu'une autre fine racine se rattache à l'esprit pacifiste des masses ouvrières.

Nous ne pouvons pas être indifférents à ce fait. La Deuxième Internationale ne tente-t-elle pas de nous accuser de miner la cause de la paix, tout en prétendant que tous les autres États y aspirent ?

Un ouvrier ayant une conscience de classe partielle ou dépourvu de toute conscience de classe, peut facilement être trompé par la superbe phraséologie pacifiste que l'on retrouve en abondance dans les accords de Locarno, des termes tels que paix, désarmement, arbitrage, rétablissement de l'Europe, etc. tout comme des termes analogues comme la « justice » sont souvent cités dans le Pacte de la Société des Nations. Notre tâche consiste à démasquer avec toute la force de notre critique le caractère pseudo-pacifiste des accords de Locarno. Et je crois que nous pouvons le faire sans trop de difficultés.

Un résultat des accords de Locarno nous interpelle déjà : un conflit direct ou indirect sur la question de Mossoul³. Ayant délibérément ignoré les intérêts turcs, les États qui ont signé les accords de Locarno ont formé un bloc au sujet de Mossoul. Ainsi, la première conséquence réelle de Locarno a été d'intensifier la politique [de l'Occident] visant à saper les intérêts des nationalités et des États d'Orient.

Nos intérêts sont contraires à ceux des impérialistes ; nous sommes en faveur de l'indépendance, de la restauration et de l'unification de toutes les nationalités de l'Orient. Dans une question comme celle de Mossoul, la différence entre notre politique et celle des États impérialistes, dont l'unité a été grandement favorisée par les contacts pris à Locarno, devient particulièrement claire. Je n'en conclus cependant pas que ce bloc relatif aux problèmes coloniaux ou orientaux se maintienne de façon absolument cohérente ou, en particulier, qu'un accord complet sur la politique coloniale ait été atteint entre l'Angleterre et la France. [...]

Nous considérons avec une grande inquiétude le fait que, malgré les nombreuses propositions que nous avons faites au cours de l'année pour renouer les négociations avec le gouvernement britannique, nous n'avons reçu aucune réponse de la Grande-Bretagne. Partant du principe absolument faux que ce n'est pas la Grande-Bretagne qui a besoin de nous, mais que c'est nous qui avons besoin d'elle, et que la Grande-Bretagne peut donc attendre patiemment le moment opportun, le gouvernement britannique a systématiquement décliné toutes nos tentatives de réouverture des négociations. Comme cette situation prévalait déjà avant Locarno, aujourd'hui, après cette conférence, qui a fait de la Grande-Bretagne l'héroïne du jour, celle-ci va maintenir son ancienne position avec encore plus d'obstination. [...]

2 Organisation internationale créée à l'initiative du président des États-Unis Wilson lors de la Conférence de paix de Versailles en 1919. Initialement, 43 pays y participèrent, mais Wilson ayant été battu aux élections par un fort courant isolationniste, les États-Unis n'y figurèrent pas. Incapable de résoudre les contradictions inter-impérialistes, de stopper la montée du fascisme et du péril de guerre, la S.d.N entra léthargie à partir de 1938, cessa toute activité pendant la Seconde guerre mondiale et fut officiellement dissoute en 1946. L'URSS refusa d'y adhérer jusqu'en 1934.

3 Le conflit de Mossoul a opposé la Grande-Bretagne et la Turquie de 1918 à 1926. Il concernait la propriété de la région de Mossoul, riche en pétrole, qui faisait partie de l'Empire ottoman avant la Première Guerre mondiale. Après la fin de la guerre, la ville avait été occupée par les forces britanniques et, selon le traité de paix de Sèvres de 1920, elle devait revenir à l'Irak, alors sous mandat britannique. Le gouvernement de la Grande Assemblée nationale dirigé par Ataturk n'a pas reconnu le traité et a exigé de la conserver. En juin 1926, le gouvernement turc finit par céder en échange du droit d'obtenir pendant 20 ans du gouvernement irakien 10 % des revenus provenant de l'exploitation du pétrole de Mossoul.

Le fait que nos offres de négociation aient été déclinées nous donne toutes les raisons de supposer que la Grande-Bretagne attend un moment avantageux où elle pourra rassembler toutes ses forces contre nous et exercer sur nous une pression particulière avec les plus grandes chances de succès. [...]

Comment, dès lors, prouver aux larges masses occidentales que toutes les intentions pacifistes largement proclamées ne sont que tromperie ; que les intentions de certains gouvernements à notre égard sont absolument contraires à leurs déclarations sur la paix, sur le renoncement à l'usage de la force, sur le règlement des différends par l'arbitrage, déclarations si répandues dans le texte des accords de Locarno ? La meilleure chose à faire pour nous est d'obliger ces États à dévoiler leurs cartes à leurs peuples. Et c'est exactement ce que nous sommes en train de faire.

Alors qu'ils déclarent que les accords de Locarno signifient la consolidation de la paix, nous disons : « Si vous avez réellement signé des accords pacifiques à Locarno, si vos intentions sont de consolider la paix, si vous ne comptez pas utiliser Locarno contre nous, alors prouvez-le nous en réglant les questions litigieuses et les malentendus qui se sont accumulés entre les gouvernements soviétique et capitalistes. » À Paris, nous avons formulé notre politique comme suit : « Retirer le dard antisoviétique des traités de Locarno. »

Cela ne pourra se faire que si tous les États qui ont signé les accords de Locarno signent également avec nous un accord ou un traité comportant une garantie mutuelle de ne pas recourir à une agression, au blocus ou à une intervention. Il est plus facile pour nous de parler d'un tel accord parce que nous en avons déjà signé un : notre Traité avec la Turquie⁴. Ce traité soviéto-turc a été notre réponse à Locarno, et par lui nous avons démontré dans la pratique quel genre de traité devrait être conclu et pouvant réellement être qualifié de pacifique.

Pouvons-nous espérer mettre en œuvre cette politique ? Pouvons-nous espérer la signature de traités, si pas identiques au traité soviéto-turc, du moins formulés dans le même esprit ? D'une manière générale, quelle possibilité avons-nous de parvenir à un rapprochement avec les États capitalistes, et notamment avec les signataires des accords de Locarno ? Pour tenter de répondre à ces questions, nous devons suivre cette règle pratique quotidienne : Il n'existe pas d'accord qui ne puisse être modifié en fonction de l'évolution des circonstances et des intérêts, car des divergences irréconciliables surgissent chaque jour dans la vie des États.

[Rakovsky évoque ensuite les déclarations parues dans les journaux français directement après Locarno concernant la nécessité d'un rapprochement entre la France et l'U.R.S.S. afin d'offrir à Paris de meilleures garanties contre l'Allemagne]. [...]

Locarno a prouvé, entre autres, que le prétendu accord militaire secret entre nous et l'Allemagne n'était qu'une légende⁵. S'il avait existé, l'Allemagne n'aurait pas adhéré à la Société des Nations et ne se serait pas risquée à accepter les obligations découlant de l'article 16 du Pacte de la Société⁶. Il est donc clair que nous avons les mains nettes ; que nous avons eu, et j'espère que nous aurons dans l'avenir, des relations amicales avec l'Allemagne, fondées sur des intérêts mutuels, mais sans rapport avec les questions militaires. Autrefois, lorsque la France, sous son ancien gouvernement, occupait les provinces rhénanes⁷, nos relations avec l'Allemagne l'inquiétaient considérablement. Maintenant, elles ne peuvent plus l'inquiéter, car elle a signé le traité de Locarno avec l'Allemagne.

4 Il s'agit du traité soviéto-turc d'amitié et de neutralité signé le 17 décembre 1925 à Paris.

5 Ces accords secrets ont bel et bien existé et permettaient à la Reichswehr de s'entraîner en Russie sur des prototypes d'avions et de chars interdits par le Traité de Versailles.

6 Selon cet article, si un membre de la Ligue en attaque un autre, les autres doivent soutenir le membre attaqué contre l'agresseur. En outre, les membres « se soutiendront mutuellement pour résister à toute mesure spéciale visant l'un des leurs par un État qui ne respecte pas le pacte » et permettront aux États qui respectent le pacte d'envoyer des troupes sur leur territoire.

7 Suite au non paiement par l'Allemagne des indemnités de guerre stipulées par le Traité de Versailles, les troupes françaises et belges occupèrent la région industrielle de la Ruhr de janvier 1923 à août 1925.

Ainsi, les accords de Locarno nous ont donné une certaine liberté d'action. Je n'énumérerai pas ici toutes les tendances de la politique européenne. Cependant, dans la politique internationale, les conflits entre les intérêts industriels de la Grande-Bretagne et ceux de l'Amérique sont déjà évidents. En outre, il y a maintenant une possibilité pour l'industrie allemande de se tenir à nouveau sur ses propres pieds, au nom de quoi l'Allemagne a consenti à des concessions à Locarno. Mais lorsque l'industrie allemande sera à nouveau raffermie, elle sera confrontée à la concurrence de l'industrie britannique ; en bref, nous serons confrontés au même conflit économique entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne qui a conduit à la guerre mondiale. Je ne dis pas que cela se produira aujourd'hui ou demain, mais la possibilité d'un tel conflit devient déjà évidente⁸.

Il y a aussi un autre point qui mérite d'être signalé. Plus d'une fois, nous avons entendu l'Allemagne dire quelque chose du genre : « Quand dépendions-nous le plus de la Grande-Bretagne ? Lorsque nos relations avec la France étaient tendues pendant l'occupation de la Ruhr en 1923. À cette époque, notre seul soutien et espoir était la Grande-Bretagne ; nous nous tournions vers elle pour obtenir des conseils et de l'aide, etc. Mais le rapprochement avec la France nous donnera une certaine liberté d'action en ce qui concerne la Grande-Bretagne ». Je m'abstiens de tirer une quelconque conclusion de ces propos. Je constate seulement que les accords de Locarno portent en germe un développement des relations internationales qui paralyserait les efforts agressifs d'États isolés contre nous.

Il est tout à fait caractéristique que, dans un premier temps, les accords de Locarno aient reçu une approbation très large en Amérique. Aujourd'hui, par contre, une certaine déception à leur égard se manifeste. Pourquoi ? Parce qu'il a été question de la création des États-Unis d'Europe. Contre qui ? Contre l'Amérique. [...]

Nous voyons à l'œuvre ici encore le conflit d'intérêts qui oppose l'Amérique et l'Europe, entre le capital américain et le capital européen. Si la politique des capitalistes américains et britanniques en Europe s'accorde sur certains points, elle est en désaccord sur d'autres. Si l'Amérique est intéressée à créer un régime politique durable et stable en Europe, et à instaurer la paix entre la France et l'Allemagne, la Grande-Bretagne, comme certains l'affirment, n'est pas du tout intéressée par cela. L'antagonisme entre la France et l'Allemagne permet à la Grande-Bretagne de jouer le rôle d'arbitre et de préserver son influence prédominante en Europe. Si les États continentaux parvenaient à s'unir, si la politique française permettait un certain rapprochement (je ne parle pas d'alliance) entre la France, l'Allemagne et la Pologne, cela signifierait l'émancipation de l'Europe vis-à-vis de l'Angleterre.

Tout cela confirme mes remarques précédentes, à savoir que les accords de Locarno représentent pour nous un grave danger, et nous ne le cachons pas. D'autre part, tout en restant actifs, nous pouvons maintenant insister calmement et patiemment sur un accord avec chaque État, individuellement, afin de neutraliser, ne serait-ce que partiellement, les sections des parties de Locarno qui sont dirigées contre nous.

8 De ce point de vue, l'analyse de Rakovsky s'est révélée prophétique.